

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/3 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.3.63791

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

tationsstränge des Autors in der Fülle des dargebotenen Materials im Hauptteil des Buches häufiger verlorengehen. Allerdings werden sie dann im Resümee wieder klar zusammengeführt. Zudem kommt es häufiger zu Wiederholungen, zum Beispiel hinsichtlich der Rolle und des fachlichen Selbstverständnisses von Epting und Bremer, beim Verweis auf die Forschungen von Kurt Wais oder auf die Rolle der Romanisten in der »Aktion Ritterbusch«. Für den Geschmack des Rezensenten jedenfalls werden des öfteren im Hauptteil schlichtweg überflüssige Details dargeboten, die insgesamt wenig Erkenntnisgewinn bringen. Dies gilt zum Beispiel für den Abschnitt über die Editionsprobleme für Italienischlehrbücher (S. 79–85), die Schilderung der Dozentenlager (S. 85–99), die Darstellung des akademischen Werdeganges von Hugo Friedrich und der Tätigkeit des romanischen Seminars in Freiburg (S. 175–222) oder die Reaktionen individueller Romanisten auf das Kriegsende (S. 618–622). Ob die zum Teil extrem langen Quellenzitate vor allem aus der Korrespondenz zwischen den Romanisten wirklich so viel zur Erhellung des Zeitgeistes beitragen wie vom Autor in der Einleitung behauptet, sei dahingestellt. Schließlich wäre es wünschenswert gewesen, im Anhang noch die Vielzahl der benutzten Archivalien und ihren Aufbewahrungsort aufzuführen, um weitere Forschungen zu verwandten Themen zu erleichtern, die dieses wichtige Buch hoffentlich anstoßen wird.

Eckard MICHELS, London

Peter LONGERICH, *Politik der Vernichtung. Eine Gesamtdarstellung der nationalsozialistischen Judenverfolgung*, München (Piper) 1998, 772 p.

Cette volumineuse et importante étude a pour thème le processus de décision qui conduisit au génocide des juifs d'Europe par le régime national-socialiste. Et comme on le sait, ce sujet a déjà donné lieu à d'importantes controverses scientifiques, en particulier dans les années 1980 entre intentionnalistes et fonctionnalistes, renouvelées au cours de la dernière décennie par une vague de travaux prenant en particulier appui sur une documentation considérablement élargie, grâce à l'ouverture des archives des anciens pays de l'Est. C'est à cette nouvelle génération d'historiens que Longerich, qui est né en 1955, appartient, et son étude a pour ambition d'apporter une contribution aux discussions les plus récentes. En fait, il ne s'agit pas pour lui de s'en tenir seulement à des débats de datation, mais de dessiner un véritable lien entre le judéocide et l'histoire générale du Troisième Reich. D'où le titre de son ouvrage, »Politique de l'extermination«, concept qui lui permet d'englober dans sa problématique les objectifs abstraits et idéologiques du régime, l'étroite interdépendance de la politique juive avec d'autres champs politiques, et le consensus qui exista, à ce propos, dans le cercle dirigeant du régime, avec le soutien des partisans les plus actifs du national-socialisme. Longerich est convaincu de la place centrale du racisme et de l'antisémitisme dans l'histoire du national-socialisme, et son interprétation de la politique de l'extermination repose sur la juxtaposition de trois approches complémentaires: une histoire totale de la persécution des juifs de 1933 à 1945, l'étude d'une »politique raciale« plus largement définie et dirigée contre d'autres catégories de victimes, et la prise en considération de la »fonction clé« de la politique juive, qui permit au régime d'exercer un contrôle plus approfondi sur la société allemande avant 1939, avant que de servir, dans une phase ultérieure, d'instrument de domination sur l'ensemble des pays européens rattachés à la sphère de pouvoir allemande.

Dans la génération des historiens allemands qui ont contribué au renouvellement de l'historiographie du judéocide, Longerich est, pour reprendre la formule de Christopher Browning, le partisan le plus éloquent de la thèse d'une continuité de la radicalisation de la politique juive, qui, à travers une série »d'escalades«, finit par aboutir à la Solution Finale. Les trois premiers chapitres de cet ouvrage sont donc consacrés à l'étude de la politique juive du

régime de 1933 à 1939, dans le contexte étroit de la conquête et de la consolidation du pouvoir. Le cercle dirigeant du régime se contentait alors de définir des objectifs généraux, que les organes subordonnés tentaient de mettre en œuvre, dans un climat de concurrence et de vives tensions. Le pogrom de novembre 1938 constitua le terme véritable de cette politique. Le régime n'était pas alors parvenu à expulser l'ensemble des juifs, qui devinrent alors des otages à l'intérieur du Reich, comme Hitler devait le souligner très explicitement dans sa fameuse «prophétie» formulée devant le Reichstag, le 30 janvier 1939. La pensée de l'extermination était en fait au cœur de la politique nationale-socialiste, et la guerre allait lui permettre de concrétiser ses conceptions utopiques.

La coupure décisive, première étape de l'escalade selon Longerich, qui marque le passage de la politique juive et plus largement de la politique raciale à la *Vernichtungspolitik*, se situe au début de la guerre. L'extermination physique devint l'objectif de la persécution avec le développement, dans le Reich, de la soi-disant «euthanasie», alors qu'était élaboré, dans le même temps, un gigantesque programme de transfert des populations dans les régions conquises de la Pologne occidentale. De 1939 à 1941, trois programmes distincts de purification ethnique (le plan Nisko-Lublin, le plan Madagascar et le projet concernant les territoires soviétiques) furent élaborés, sans pour autant aboutir à des réalisations concrètes très satisfaisantes, du point de vue de ceux qui avaient conçu ces plans. La deuxième étape de l'escalade de la politique de l'extermination se situa à l'été 1941, avec une radicalisation dans le contexte de la guerre idéologique d'extermination à l'Est, et l'assassinat systématique des juifs soviétiques. Longerich met alors en évidence le caractère mensonger de la déposition d'Otto Ohlendorf devant le tribunal de Nuremberg, selon laquelle les groupes mobiles de tuerie avaient reçu un ordre précoce d'assassiner la totalité de la population juive, *avant* l'invasion du territoire soviétique. Il y eut, au contraire, une première phase au cours de laquelle le concept de «sécurité policière» du RSHA ne fut appliqué qu'à la populations masculine en âge de porter des armes, avant qu'au cours d'une deuxième phase, qui débuta avec des différences régionales entre la fin du mois de juillet et le mois d'octobre 1941, les femmes et les enfants ne se retrouvent englobés dans les massacres. L'impulsion décisive vint de Himmler, qui souhaitait obtenir le transfert de ses compétences de commissaire du Reich pour la consolidation de la population allemande, qui lui avaient été attribuées par Hitler en Pologne au début du mois d'octobre 1939, aux territoires soviétiques nouvellement conquis.

L'automne 1941 marqua la troisième étape de l'escalade de la politique de l'extermination, avec deux décisions fondamentales: la décision de Hitler, à la mi-septembre 1941, de déporter les juifs du Reich dans les territoires polonais incorporés en attendant de les expulser plus loin vers l'Est au printemps 1942, et la création, à partir de la fin de l'été 1941, dans les territoires polonais et soviétiques d'espaces «libérés des juifs». Avec le transfert de la technologie de «l'euthanasie» à l'Est, les premières installations de mise à mort par gaz furent édifiées à Belzec, Chelmno, Mogilew ou encore à Lemberg, alors que des essais furent effectués à Auschwitz. La conférence de Wannsee, convoquée par Heydrich le 29 novembre 1941, permit d'informer de hauts responsables de l'appareil d'État et de la SS des plans du RSHA pour la Solution Finale, avec l'existence d'un programme de travaux forcés aux conséquences inévitablement meurtrières pour les personnes concernées.

La quatrième et dernière étape de l'escalade se situe aux mois d'avril et de mai 1942. À partir de ce moment, le massacre se généralisa à l'ensemble des juifs qui vivaient à l'intérieur de la sphère de pouvoir allemande. Les déportations en provenance de l'ouest du continent furent accélérées, et l'idée de constituer une nouvelle «réserve» à l'Est du Gouvernement Général abandonnée. La mise en œuvre de la Solution Finale devait s'effectuer désormais en temps de guerre, sans attendre la paix à venir. La politique de l'extermination se radicalisa une nouvelle fois du printemps à l'été 1942, qui représenta le paroxysme du judéocide. Mais après le tournant de la guerre, durant l'hiver 1942/43, la politique de l'extermination acquit

une nouvelle signification: le Reich n'était plus alors en mesure de concrétiser son projet d'utopie raciale; mais en associant et en compromettant la totalité de ses alliés de l'Axe dans un massacre sans précédent, le régime fut en mesure de consolider son emprise terroriste sur l'espace européen qu'il dominait encore. D'où les efforts qui se poursuivirent et s'intensifièrent jusqu'en 1944, en particulier en Hongrie, pour associer l'ensemble des États et des gouvernements européens au programme de l'extermination, efforts qui fortifiaient également le pouvoir des SS et des forces les plus extrémistes du Parti.

Nombre des points de vue défendus par Longerich peuvent, bien évidemment, prêter matière à discussion. On pourrait ainsi se demander s'il est pertinent de placer la rupture essentielle, dans l'escalade de la violence, à l'automne 1939, alors que les événements et les décisions prises à l'été et à l'automne 1941 apparaissent d'une importance encore plus considérable. En ce qui concerne plus particulièrement le moment de la décision de la Solution Finale, si décision il y eût, les opinions des spécialistes ne sont guère concordantes, comme le rappelle d'ailleurs très honnêtement Longerich: Breitman défend la thèse d'une décision précoce, dès le début de l'année 1941, alors que Hilberg a défendu celle d'un ordre du Führer à l'été 1941; mais l'hypothèse d'une chronologie plus tardive, en septembre/octobre 1941, a pu sembler, ces dernières années, en mesure de s'imposer, avant qu'une nouvelle vague de travaux, dont ceux de Hans Safrian ou de Christian Gerlach, ne recule à nouveau le moment de la décision au mois de décembre 1941, avec la déclaration de la guerre du Reich aux États-Unis. Longerich conforte pour sa part l'hypothèse qu'une chronologie très tardive, au printemps ou à l'été 1942, n'est pas à exclure pour la mise en œuvre du programme d'extermination intégral, en s'efforçant de montrer que toutes les décisions prises antérieurement à cette date ont résulté de choix circonstanciels et limités, dans le temps comme dans l'espace, qui n'impliquaient pas l'existence d'un ordre précoce et général.

Par-delà les controverses que l'on pourrait prolonger à loisir, le travail de Longerich est révélateur des éléments de consensus qui s'imposent désormais dans la communauté scientifique à propos de l'étude du judéocide: le déclenchement de la Solution Finale ne résulte pas d'une décision unique, mais d'un processus de radicalisation cumulative, à partir de l'année 1939; et d'autre part, le processus de décision, quelque soit l'importance des événements de l'année 1941, ne s'arrêta pas en 1941, mais l'escalade de la violence se prolongea fort avant, jusqu'au printemps et à l'été 1942.

Michel FABRÉGUET, Strasbourg

Wolfgang MÖNNINGHOFF, Enteignung der Juden. Wunder der Wirtschaft. Erbe der Deutschen, Hamburg, Wien (Europa Verlag) 2001; 304 S.

Intéressé n'importe quel lecteur un livre en la main sur la confiscation des biens des Juifs européens, in dem der Untertitel suggeriert, daß ein Zusammenhang des bundesdeutschen Wirtschaftswunders nach 1948 auch auf der vollständigen Beraubung der Juden in der nationalsozialistischen Zeit beruhte, da in der deutschen Wirtschaftsgeschichte momentan die Bedeutung der nationalsozialistischen Wirtschaftspolitik für den Aufschwung der fünfziger Jahre thematisiert wird¹. Neben diesem Aspekt verspricht der Klappentext zudem einen »Überblick über die großen namhaften und die kleinen anonymen Gewinnler

1 Siehe hierzu die beiden Beiträge von Abelshauser und Buchheim in der Vierteljahrschrift für Zeitgeschichte: Werner ABELSHAUSER, Kriegswirtschaft und Wirtschaftswunder. Deutschlands wirtschaftliche Mobilisierung für den Zweiten Weltkrieg und die Folgen für die Nachkriegszeit, in: VfZ 47 (1999) S. 503–538; Christoph BUCHHEIM, Die Wirtschaftsentwicklung im Dritten Reich – mehr Desaster als Wunder, in: VfZ 49 (2001) S. 653–664.